

# Les éducateurs en première ligne

La prostitution se révèle une problématique incontournable pour les établissements et services de protection de l'enfance s'occupant d'adolescents. Comment mieux l'éviter et accompagner les mineurs concernés? Quelles sont les initiatives inspirantes? Les obstacles?

EPUIS de nombreuses années, la prostitution des mineurs alerte les acteurs de protection de l'enfance. Le sujet a enfin fait réagir le gouvernement. Un plan national devrait être dévoilé au moment où nous bouclons ce numéro. Le secrétaire d'État en charge de l'Enfance et des Familles, Adrien Taquet, a missionné un groupe de travail, qui a rendu son rapport (1) en juillet 2021. Il dresse le constat d'un déplacement « de la rue vers les réseaux sociaux » et d'une « forte progression du phénomène ». Ce dernier concernerait entre 7000 et 10000 mineurs, majoritairement des filles de 15 à 17 ans. « C'est une problématique récurrente pour nos adhérents », confirme la Cnape, fédération des associations de la protection de l'enfance. Les établisse-

ments de l'aide sociale à l'enfance (ASE) sont « particulièrement exposés à ces conduites » puisque « les violences intrafamiliales ou sexuelles précoces sont un facteur de vulnérabilité », note le rapport. « Les jeunes filles concernées sont toujours des sujets fragiles, déjà victimes de violences ou de carences éducatives ou affectives », observe en effet Katia Baudry, auteure d'une enquête conduite entre 2019 et 2020 auprès de structures de la protection de l'enfance de Seine-Saint-Denis, commandée par la mission métropolitaine des conduites à risque.

Comment le phénomène affecte-t-il les professionnels? « Les éducateurs sont en première ligne, ils voient les jeunes filles rentrer abîmées, alcoolisées, ont du mal à aborder le sujet sans les braquer, surtout lorsqu'elles restent dans le déni ou revendiquent leur choix. Ils ne savent pas comment les empêcher de repartir », ajoute Katia Baudry. Les retours de fugue représentent des moments délicats. « Les professionnels se retrouvent confrontés à des proxénètes, à des jeunes filles du foyer qui en entraînent d'autres », souligne Audrey Hanne de la Cnape. « À tel point que les services de l'ASE hésitent parfois à placer des jeunes filles fragiles en foyer pour ne pas les exposer à ce risque », indique Hélène David, spécialiste des conduites à risque chez les adolescents à l'association contre la prostitution des enfants (ACPE). Elle propose un accompagnement psychosocial et du soutien pour les professionnels.

Pour lutter contre ce phénomène, certains départements ou associations gestionnaires investissent dans des actions de sensibilisation auprès des jeunes. C'est le cas du Val-de-Marne, dont le pôle adolescents compte trois foyers d'accueil d'urgence. Des ateliers et groupes de parole avec les jeunes y sont animés une fois par mois par Hélène David. « Elle part d'un thème – les addictions, les réseaux sociaux – et sait amener la question de manière légère, rapporte Karine Paillard, éducatrice spécialisée au pôle adolescents. C'est plus facile pour les jeunes de se confier à une personne extérieure qui connaît bien le sujet. Le but est aussi qu'elle devienne une personne ressource, que les jeunes puissent la recontacter quand ils quitteront le foyer, car ils ne restent ici que quelques mois ». Le rapport du groupe de travail préconise de généraliser ces actions de sensibilisation dans les structures de protection de l'enfance, en obtenant de l'État les moyens nécessaires. « Pour l'instant ce volet prévention n'est pas obligatoire, donc pas financé; il résulte unique-

### Les établissements de l'aide sociale à l'enfance (ASE) sont « particulièrement exposés à ces conduites »

ment d'initiatives individuelles », rappelle la Cnape.

Le rapport souligne également l'importance de former les professionnels: « Il ne devrait plus y avoir de tabou sur ces questions de sexualité, or les éducateurs ne sont pas tous prêts à entendre ce que vivent ces jeunes filles », note Katia Baudry. Au pôle adolescents du Val-de-Marne, les éducateurs suivent des





À Lille, l'association Itinéraires va à la rencontre des mineurs dans une approche de réduction des risques. Cette dernière permet, selon l'association, de maintenir le lien, d'installer la confiance, de les aider à reprendre contact avec les associations.

formations spécifiques menées par L'ACPE. « Elles nous aident à mieux comprendre certains comportements, la sidération, l'adrénaline, l'emprise, explique Karine Paillard, et nous pouvons échanger sur des situations qui nous inquiètent ». Les éducateurs apprennent à trouver les mots quand une jeune rentre de fugue: « Lui dire que nous nous sommes inquiétés pour elle, essayer de rassurer, de valoriser plutôt que de juger, résume Christophe Le Gal, éducateur dans ce service, et lui prendre un rendez-vous avec Hélène David ». En plus de prendre soin d'elles, cette dernière conseille de leur proposer des activités qui les captivent : « Quand elles reviennent de se prostituer, pour ne pas tomber dans la dépression elles ont besoin d'adrénaline, d'activités qui bougent et leur font penser à autre chose, sinon elles repartent », explique-t-elle. D'autres leviers peuvent être utilisés pour travailler sur l'estime de soi: « Un foyer d'ac-

#### TROUVER SA BOUSSOLE

«La Boussole a été créée en 2020 pour accompagner des mineurs adressés par le juge pour une situation de prostitution avérée ou de très forte suspicion », explique Mathilde Morel, coordinatrice. Il s'agit d'un dispositif interne au service d'action éducative en milieu ouvert (AEMO) de Dunkerque, géré par l'association de gestion des services sociaux de l'Union départementale des associations familiales (Udaf). Il dispose d'une ligne téléphonique dédiée et d'une équipe de cinq éducateurs formés à cette problématique et concentrés sur l'accompagnement renforcé de neuf jeunes. « Il concerne des jeunes en errance, en rupture familiale, scolaire, institutionnelle, qui sont très volatiles. Le but consiste à créer du lien

et d'être assez réactif pour répondre à leur demande au bon moment », ajoute-t-elle. L'équipe contacte des partenaires pour pouvoir accéder à des dépistages ou examens de santé dans la journée ainsi qu'à des consultations de psychologue. Elle cherche également des solutions d'hébergement. « Nous ne leur proposons pas un placement en foyer ASE classique car ils mettent en difficulté le collectif mais nous avons un accord pour qu'ils puissent y être seulement hébergés, en étant libres de leurs mouvements et nous restons référents pour l'accompagnement », explique Mathilde Morel.

Elle regrette l'orientation souvent tardive des jeunes filles, alors qu'elles sont déjà installées dans la prostitution compliquant un peu plus le travail éducatif: « Elles arrivent sous emprise, pas réceptives au suivi psychologique et repartent régulièrement en errance, ce qui n' aide pas à créer du lien. Nous profitons des périodes où elles se posent, notamment des moments durant lesquels elles sont hospitalisées, pour renforcer ce lien ». Elles vont à l'hôpital suite à des viols, des agressions, des maux de ventre, de tête, ou encore quand elles ne savent pas où dormir: « Quand ça ne va pas elles alertent au niveau du soin, cela représente une porte d'entrée pour les accrocher. Mais nous savons que le chemin reste long et qu'il y a beaucoup d'échecs. Avec ce suivi renforcé nous arrivons au moins à ce qu'elles se fassent dépister régulièrement, qu'elles aient une contraception et qu'elles nous interpellent quand ça ne va pas ».

tion éducative à Mulhouse emploie par exemple une art-thérapeute qui propose un travail sur le corps à ces jeunes filles, car la réparation passe aussi par la réappropriation du corps », souligne Katia Baudry.

Quand les fugues se répètent, en foyer comme en milieu ouvert, les équipes alertent la brigade des mineurs, mais certains jeunes disparaissent des radars. La prévention spécialisée peut alors jouer un rôle essentiel pour renouer un lien. C'est le travail réalisé depuis de nombreuses années par l'association Itinéraires, à Lille, avec son service Entr'actes, qui effectue des maraudes nocturnes et virtuelles (voir reportage p.22). Ce service a recu la visite et

### « La réparation passe aussi par la réappropriation du corps »

le soutien d'Adrien Taquet, qui souhaite démultiplier ce type d'interventions, comme le préconise le rapport. « Les départements se saisissent de la question, cherchent de nouvelles réponses, des solutions d'éloignement, d'hébergement, pour mieux protéger ces jeunes filles », observe Katia Baudry. Elle-même a créé à Montreuil le dispositif Astheriia, porté par l'association Aurore, qui propose des permanences sur les conduites prostitutionnelles des mineurs pour les professionnels, des interventions en collège, des accompagnements individuels.

« Mais il existe très peu de dispositifs pour des jeunes ancrés dans la prostitution et les prises en charge classiques en protection de l'enfance ne sont pas adaptées », estime la Cnape. À Dunkerque, un service d'action éducative en milieu ouvert (AEMO) a spécialisé une équipe – La Boussole – sur ce public-là et adapté son mode d'action (voir encadré p.20). Mais là encore, l'initiative reste rare et isolée. Les associations pointent le manque d'hébergements adaptés ainsi que « le manque criant de lieux pour traiter le psychotrauma », note Hélène David (voir interview p.24). Le groupement associatif Cithéa, qui regroupe

LA « VILLA DES ADOS » Cithéa, association de psychologues implantée dans plusieurs départements, va ouvrir dans la Nièvre (58) un centre thérapeutique et éducatif pour accompagner des jeunes victimes d'agressions sexuelles. « La « Villa des ados » est conçue pour accueillir un public polytraumatisé ayant développé un stress post-traumatique et des pathologies associées. Ce type de prise en charge spécialisée n' existe nulle part. C' est un projet que l' on mûrit depuis des années et qui a reçu un accueil favorable du cabinet d' Adrien Taquet », indique Olivia Gally, directrice territoriale de l'association.

Pendant six mois minimum, le protocole associera un suivi psychologique individuel « axé sur les différents traumatismes subis par la victime au cours de sa vie, et un travail psychologique avec la famille, pour comprendre le système familial », ajoute Fatima Bennouckh, directrice territoriale. La partie éducative de la prise en charge s'appuiera sur diverses activités remobilisant le corps: « du sport, des activités manuelles, de l' art-thérapie, du cheval, de la danse. Nous travaillerons aussi sur la distance aux autres, l' expression d' une limite », précise Olivia Gally. Le programme prévoit en outre des ateliers à la carte autour de l'insertion professionnelle. Ce premier lieu d'accueil pour sept jeunes venus de toute la France ouvrira au printemps 2022. Il fera l'objet d'une évaluation avant d'être dupliqué ailleurs « si les financements suivent ».

sept associations oeuvrant dans le champ de la prévention et de la protection de l'enfance, ouvre la voie, avec un projet de centre d'accueil thérapeutique et éducatif pour de jeunes victimes relevant de l'ASE (voir encadré). Tous ces acteurs attendent beaucoup du plan national qui devrait être annoncé par le secrétaire d'État au moment où nous bouclons ce numéro. Apportera-t-il de nouveaux moyens à la protection de l'enfance pour développer le repérage, la prévention et la prise en charge des jeunes concernés?

Mariette Kammerer

(1) Rapport du groupe de travail sur la prostitution des mineurs, ministère des Solidarités et de la Santé, juin 2021.

IEN SOCIAL

Vous avez un abonnement numérique, avec le MULTIPOSTES partagez le avec vos collaborateurs et amis!

#### **REPORTAGE**

# Éducateurs, liens protecteurs

À Lille, l'association Itinéraires mène un travail de rue pour aller vers les mineurs qui se prostituent. Elle créé un lien de confiance et sert de relais avec les acteurs de la protection de l'enfance.

> ANS une ruelle du Vieux Lille, un discret panneau signale le local d'Entr'actes. Ce service de l'association Itinéraires accompagne les personnes prostituées dans une démarche de réduction des risques, y compris liés aux addictions. Depuis 2005, elle développe une action spécifique en direction des mineurs et des jeunes majeurs.

> « Selon la loi, un mineur qui se prostitue est en danger et doit faire l'objet d'un signalement immédiat. Mais nous avons constaté que cette démarche est souvent inefficace car le jeune repart aussitôt et disparaît complètement des radars », explique Audrey Everaere, éducatrice. Le dispositif Entr'actes fait donc le pari, avec l'accord des tutelles, de ne pas signaler tout de suite pour créer un lien de confiance avec le jeune. « Les trois-quarts des mineurs que nous rencontrons sont en fugue et relèvent déjà d'une mesure de protection de l'aide sociale à l'enfance voire d'une double mesure ASE/Protection judiciaire de la jeunesse », précise Samuel Hespel, éducateur. Le service a un agrément de centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD); il se fonde sur les principes d'allervers, libre-adhésion, bas seuil d'exigence. L'équipe,

NOUVELLE STRUCTURE L'action d'Entr'actes en direction des mineurs est financée par le département (protection de l'enfance), la préfecture (délégation aux droits des femmes) et l'agence régionale de santé, à hauteur d'un poste chacun. Lundi 20 septembre, Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de l'Enfance et des Familles, a rencontré les associations Itinéraires et Solfa et annoncé l'attribution d'un million d'euros pour l'accompagnement des mineurs qui se prostituent dans le Nord, dans le cadre du plan national de lutte contre la prostitution des mineurs. Cette enveloppe servira à créer en métropole lilloise une nouvelle structure dédiée à ce public. composée de six éducateurs – dont deux dédiés aux mineurs – et d'une infirmière à plein temps, utilise les modes d'action de la prévention spécialisée: travail de rue en journée, maraudes nocturnes trois nuits par semaine à bord d'un véhicule aménagé, permanences d'accueil au local tous les après-midis, maraudes virtuelles pour se faire connaître et repérer les mineurs via les réseaux sociaux.

« Avec les mineures, le premier objectif est de protéger leur santé, indique Vincent Dubaele, directeur du service. Lors des maraudes nous les rassurons sur le fait que nous n'allons pas signaler tout de suite et que nous sommes là pour les aider à limiter les dommages sur leur santé ». « Nous nous débrouillions pour connaître leur âge, savoir si elles ont déjà une mesure éducative et évaluer très vite si elles sont en capacité de se protéger un minimum. Le seul fait que nous soyons dans la rue la nuit et bienveillants créé rapidement un lien de confiance », ajoute Audrey Everaere. « Nous représentons leur seul lien protecteur. Si nous estimons qu'une jeune n'est pas physiquement en état de rester dehors, nous la ramenons dans son foyer », rapporte Fany Baron, l'infirmière. Les signalements immédiats à la CRIP ou à la brigade des mineurs restent finalement assez rares: « Nous le faisons lorsque nous constatons que la jeune ne gère rien du tout et se met beaucoup trop en danger », rapporte Samuel Hespel.

Dans le camion aménagé, les jeunes filles peuvent se poser, prendre une boisson ou une collation, avoir un entretien avec un éducateur ou l'infirmière, qui réalise aussi des dépistages et des soins embarqués. « Dès la première rencontre, il faut poser les bonnes questions, savoir si elles se protègent des infections sexuellement transmissibles (IST), quel matériel elles utilisent pour quelles prestations, si elles consomment des produits; les informer des risques, des solutions, du matériel de réduction des risques », explique l'infirmière. Une partie des jeunes ne seront vus qu'une

seule fois, l'équipe doit donc être vite identifiée, les messages de prévention rapidement passés. « Le fait de distribuer du matériel de réduction des risques à des mineurs ne va pas de soi, admet Samuel Hespel, cela ne signifie pas que nous cautionnons leurs actes, mais de fait ces jeunes sont dans la rue, alors nous adaptons notre langage et nous prenons un temps individuel pour informer et conseiller ».

Le deuxième objectif d'Entr'actes vis-à-vis des mineures est d'éviter l'ancrage dans la prostitution. « Nous leur proposons très vite une rencontre en dehors du territoire de prostitution – manger ensemble, faire du shopping – pour discuter: comment elles sont arrivées là, pourquoi, qu'est-ce qui est difficile, comment on peut les aider », rapporte Audrey Everaere. Les mineures viennent aussi au local d'Entr'actes pour boire un café, utiliser la douche, le vestiaire, la laverie, prendre du matériel, des colis alimentaires, rencontrer les éducateurs, l'infirmière ou le médecin. « Nous les recevons dans une pièce dédiée, elles ont accès à internet, à des jeux et des activités manuelles, à l'écart des adultes qui revendiquent le choix du travail du sexe », précise Vincent Dubaele. L'équipe

## Éviter l'ancrage dans la prostitution

peut les accompagner vers un retour en formation, un suivi santé, chercher un hébergement si besoin. « Nous possédons deux places d'hébergement d'urgence à seuil adapté, réservées pour ce public dans une maison d'enfants à caractère social (MECS) gérée par l'association Solfa. Il nous arrive de payer des nuits en auberge de jeunesse », ajoute Samuel Hespel.

Enfin, le troisième objectif du dispositif est de remettre les mineurs en contact avec un référent adulte extérieur: parent, éducateur de MECS, référent ASE ou PJJ. « Cela doit se faire en quelques semaines et en accord avec le jeune. Dans 90 % des cas on parvient à renouer un contact », indique Samuel Hespel. Le partenariat va dans les deux sens puisque les établissements et services de la protection de l'enfance du département signalent régulièrement des jeunes fugueurs à l'association. En 2019, l'équipe a été en contact avec 45 mineurs, dont 32 étaient en fugue et 33 consommaient des drogues. « Le côté inquiétant est que sur 32 fugues, seulement 19 nous avaient été signalées », note Samuel Hespel. Une situation qui illustre le besoin de coordination des acteurs.

Quand le référent extérieur est prévenu, Entr'actes organise un entretien et donne son point de vue sur les besoins du jeune. « Lorsque nous passons le relais, nous ne savons pas si la problématique de la prostitution sera prise en compte ni comment », poursuit



Le camion aménagé de l'association Itinéraires permet d'aller vers les jeunes filles, de leur proposer une écoute mais aussi des soins, des dépistages, du matériel de réduction des risques.

l'éducateur. Le travail d'Entr'actes ne s'arrête pas pour autant. « Tant que la jeune reste dans la rue nous continuons à la voir, elle sait qu'elle peut nous parler de problèmes concrets qu'elle n'abordera pas avec son référent. Et qu'elle peut passer n'importe quand à la permanence pour faire le point sur un projet de formation ou autre. Cette flexibilité constitue un atout », note Audrey Everaere. Par la suite, les éducateurs sont souvent conviés à des réunions de synthèse ou des audiences. Certains jeunes demandent à les voir en unité psychiatrique ou en établissement pénitentiaire pour mineurs. « Nous pouvons aider un jeune à raccrocher à un moment donné, mais il est difficile d'infléchir des parcours fracassés depuis l'enfance, souligne Vincent Dubaele. Les témoignages de mineurs que nous avons recueillis montrent qu'ils ont tous connu des placements longs et multiples, des maltraitances. Ils ont déjà un lourd passé quand ils arrivent dans la rue ».

M.K.



#### ENTRETIEN AVEC Hélène David

Spécialiste des conduites à risques chez les adolescents.

# La sexualité, sujet incontournable

Après avoir dirigé plusieurs consultations « jeunes consommateurs », Hélène David anime une permanence « Ado sexo » à l'ACPE. Elle pointe le manque criant de structures spécialisées pour répondre à la problématique de la prostitution des mineurs.

#### Quels sont les obstacles à la prise en charge des problématiques de prostitution par la protection de l'enfance?

Premier problème: il n'existe pas de financements dédiés à cette problématique au niveau de la protection de l'enfance. Seuls certains départements aident à financer des ateliers. D'autre part, le sujet n'est pas traité comme un problème de santé publique, alors que les situations vécues dans la prostitution entraînent des traumatismes à long terme. Il faudrait disposer de ressources suffisantes au niveau psychiatrique et psychique pour proposer une prise en charge immédiate du jeune. Or il y a un manque criant de structures de soins spécialisées sur le psychotrauma : il faut parfois trois ans pour obtenir un rendez-vous. En l'absence d'une prise en charge psychiatrique rapide, les éducateurs ne peuvent pas faire grand-chose, à part poser des rustines.



#### Ils sont aussi limités par la durée du suivi en protection de l'enfance?

En effet, les mesures éducatives sont fixées pour six mois ou un an : or les situations et traumatismes vécus ne se règlent pas en si peu de temps. Il faut prévoir un soutien psychologique qui dépasse le temps de prise en charge ASE. Lorsque le jeune est placé, il change souvent de foyer, ce qui empêche une continuité de suivi. C'est pourquoi je conseille aux équipes que j'accompagne de mettre en place tout de suite une prise en charge en dehors de tout mandat ASE; le jeune pourra ainsi continuer à être suivi. En effet, il existe un décalage entre le temps de la mesure et celui de la prise de conscience du jeune. Elle arrive parfois à 19 ans. Dans le cadre des consultations Adosexo, je reçois des jeunes qui n'ont plus de suivi ASE mais qui continuent de venir me voir.

#### En dehors du soin, que peuvent faire les équipes en matière de prévention?

À l'ACPE je fais du soutien aux professionnels éducatifs qui me sollicitent sur des situations auxquelles ils sont confrontés. J'ai été saisie de 110 situations en un an. Je les aide à aborder le sujet, à définir une stratégie, à mettre en place des ateliers en direction des jeunes. Le thème de ces ateliers peut être le consentement, la pression du groupe, la violence dans le couple, il existe beaucoup de portes d'entrée possibles. Avec des jeux, des cartes-questions, la parole circule. Les jeunes donnent leur point de vue, argumentent.

#### Est-ce le rôle des éducateurs d'animer ces ateliers?

Pendant longtemps, l'approche collective restait méprisée dans le travail de l'éducateur spécialisé. Or, pour parler de sexualité avec des ados, il est plus facile de passer par du collectif. Avec des jeux, en moins d'une heure, j'arrive à les faire parler de sexe. L'atelier collectif représente un bon endroit pour faire discuter les jeunes en présence de l'adulte. Le sujet de la sexualité doit être abordé en interne, traité par l'équipe elle-même, car il est incontournable, surtout à l'adolescence et à une époque où les jeunes accèdent plus facilement au porno via les réseaux sociaux. Cela permet à l'éducateur de donner un avis, parler des dérives, dire que le porno n'est pas la norme, cela fait réfléchir les jeunes. Il faut adapter le contenu à l'actualité des réseaux sociaux, se tenir au courant des sites qu'utilisent les jeunes. La régularité de ces ateliers est importante pour qu'il y ait un message de l'institution : une parole peut désamorcer une emprise extérieure.

Propos recueillis par Mariette Kammerer